

Moyen-Orient & Maghreb

Christian Bardot, Guillemette Crouzet, Fabien Perrier

ISBN : 978-2-7440-7362-8

Chapitre 4 – Frontières et conflits : Fiches thématiques

Fiche 1 : Le Moyen-Orient dans l'Antiquité : la fragilité des dominations impériales

- La vallée du Nil, la Mésopotamie et l'Anatolie ont été précocement peuplées et urbanisées. Des pouvoirs forts ont émergé, sous la forme de bureaucraties et de souverains divinisés, garants de l'ordre cosmique et de la fertilité des terres, constitutifs d'un « despotisme hydraulique » (K. Wittfogel, 1957).
- Durant la haute antiquité, les configurations d'équilibre des puissances alternent avec des poussées hégémoniques récurrentes. Ainsi, au XIII^e siècle avant J.-C., l'Égypte de Ramsès II et le nouvel empire hittite, établi à l'est du plateau anatolien, s'affrontent pour la domination de la Syrie. Au même moment, la dynastie babylonienne des Kassites règne en Mésopotamie ; à la fin du siècle, elle est écrasée par de nouveaux conquérants, les Assyriens. L'hégémonie assyrienne entraîne, par un effet quasi-mécanique, une alliance entre Égyptiens et Hittites. Pour qualifier la région, Georges Corm a pu parler d'un « assemblage hétéroclite de marges d'empires successifs ».
- Du VI^e siècle avant J.-C. à l'expansion de l'islam se succèdent des phases de dilatation impériale et de fragmentation territoriale.

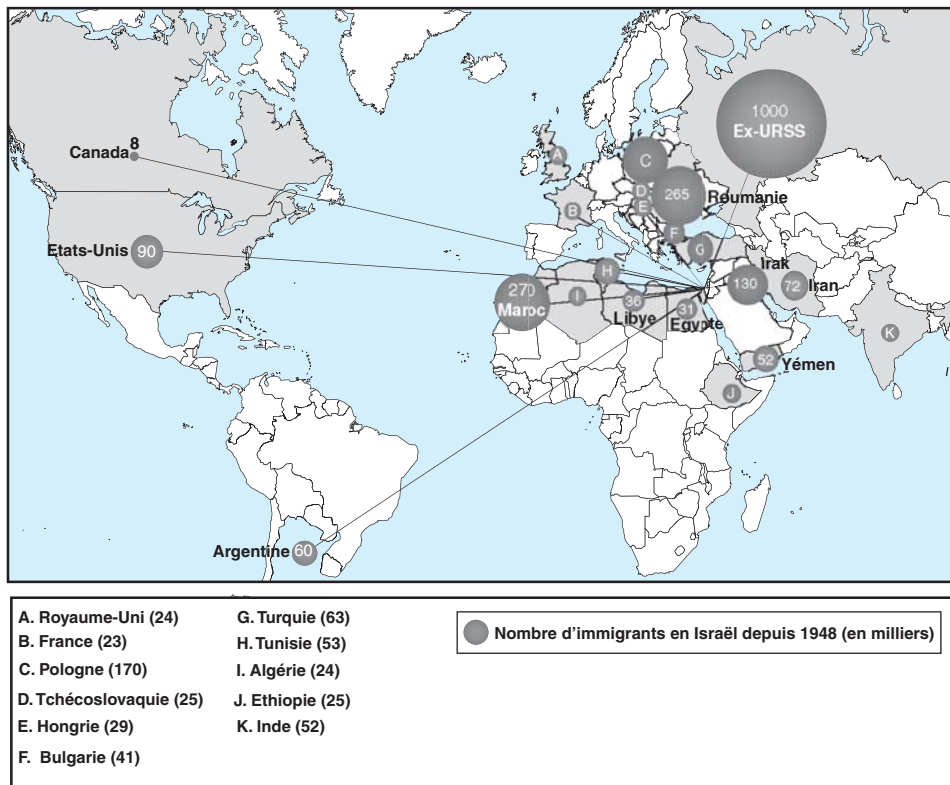
L'empire iranien des Achéménides est le premier à unifier la totalité de cet espace (prise de Babylone par Cyrus en 539). Mais, fragilisé par une étendue propice aux rébellions à ses marges, il s'effondre à la fin du IV^e siècle face au conquérant macédonien. L'empire d'Alexandre le Grand, en dépit de la fusion culturelle opérée entre hellénisme et Orient, est pourtant éphémère. À la mort de son fondateur s'installe une configuration multipolaire entre la Mésopotamie (Empire séleucide), l'Égypte (Empire lagide) et les royaumes grecs d'Asie mineure.

Le cycle suivant débute au I^{er} siècle avant J.-C. L'Empire romain, après avoir éliminé Carthage, sa rivale en Méditerranée occidentale, tire alors profit des rivalités entre royaumes hellénistiques pour établir son hégémonie en Orient. Celle-ci demeure toutefois centrée sur la Méditerranée ; elle n'affecte pas durablement la Mésopotamie, convoitée par les dynasties iraniennes (Parthes puis Sassanides) et définitivement abandonnée au III^e siècle.

À la veille de la révélation coranique, la géopolitique régionale est structurée par la rivalité entre l'Empire perse et un Empire byzantin fragilisé par des dissidences prenant la forme d'hérésies religieuses (monophysites en Syrie et en Égypte, à l'origine des églises copte et syriaque).

Fiche 2 : La Palestine et le conflit israélo-arabe : quelques repères

Figure 4.1 – L'origine des immigrants en Israël depuis 1948



A. Le cadre général

La Palestine, au sens géographique du terme, constitue un espace sacré. Ce que les Juifs nomment « Eretz Israël » fait partie pour les musulmans de la terre d'Islam, le Dar al-Islam. On a « deux peuples pour une terre », chacun invoquant des « droits historiques ». Jérusalem est l'épicentre de ce choc des représentations géopolitiques.

La Palestine serait de toute éternité un espace arabe. Cette conviction est renforcée par le fait qu'au peuplement d'Israël par les Juifs de la diaspora correspond symétriquement la naissance d'une diaspora palestinienne grossie de vagues successives de réfugiés. La fondation en 1964 par des Palestiniens en exil, dont Y. Arafat, d'une OLP qui se fixe pour but la destruction de l'État israélien et utilise, pour ce faire, détournements d'avions et prise d'otages, contraint, en médiatisant la « cause palestinienne », les gouvernements arabes à dénoncer sans relâche « l'ennemi sioniste » : l'exigence d'une « libération de la Palestine » devient le ciment du panarabisme, gommant commodément les tensions interarabes, et quitte à ce que les gouvernements répriment cette OLP quand elle est jugée menaçante pour la stabilité de l'État, comme le fit la Jordanie en 1970 (« Septembre noir ») ou la Syrie associée aux milices chrétiennes lors de la guerre du Liban.

La dénonciation de l'« impérialisme israélien » argue des connexions établies par l'État hébreu avec les Franco-Britanniques en 1956 puis avec les États-Unis. Elle est renforcée par l'annexion du Golan syrien après la victoire-éclair de l'armée israélienne (Tahal) en 1967 et par l'occupation des territoires censés constituer l'État palestinien, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Les représailles parfois meurtrières d'Israël, à la suite d'actes terroristes sur son sol, ainsi que l'implantation de colonies juives en Cisjordanie entretiennent les griefs.

Après la défaite de 1973, l'Égypte de Sadate, pressée par l'Amérique, normalise ses relations avec l'État hébreu, ce qui lui vaut d'être mise au ban du monde arabe (Sadate est du reste assassiné en 1981 par des militaires intégristes).

La fin de l'URSS et la défaite de S. Hussein en 1991 enlèvent à l'OLP de précieux soutiens : après la guerre du Golfe, Washington estime qu'il faut apaiser une opinion arabe qui avait manifesté sa sympathie pour le dictateur irakien. Parallèlement, l'OLP a fait la preuve, lors de la première « guerre des pierres » (intifada) qu'elle avait l'approbation de nombreux Palestiniens et, autour du parti travailliste de Y. Rabin, les partisans de la paix se renforcent en Israël. Les conditions favorisent le dialogue entre Tel Aviv et l'OLP, sous médiation américaine : négocié à Oslo, un « processus de paix » qui prévoit le transfert par étapes des territoires occupés à une Autorité palestinienne est officialisé devant la Maison-Blanche en 1993. La reconnaissance de facto d'Israël s'impose régionalement et Y. Arafat prend la tête de l'Autorité palestinienne qui s'installe dans les quelques lieux évacués par Tahal, dont Gaza en 2005.

B. Les guerres israélo-arabes

La guerre de 1948-1949 (guerre d'indépendance d'un côté, Nakba, « catastrophe », de l'autre) consacre la dilatation du territoire israélien. Elle se traduit par l'exode de plus de 700 000 Palestiniens, imputable pour une part aux massacres perpétrés par des forces israéliennes, comme à Deir Yassin en avril 1948.

La guerre des Six Jours (du 5 au 10 juin 1967) s'accompagne d'une seconde vague de réfugiés palestiniens. L'État hébreu occupe désormais, outre le Sinaï, la bande de Gaza enlevée à l'Égypte, le plateau du Golan pris à la Syrie, la Cisjordanie et Jérusalem-Est aux dépens de la Jordanie. La mainmise sur Jérusalem-Est et l'esplanade des Mosquées donne au conflit israélo-arabe une coloration religieuse.

La Guerre du Kippour, engagée en octobre 1973 par l'Égypte et la Syrie, vise à effacer l'humiliation de 1967, mais aussi, pour Sadate, à entrer paradoxalement dans une logique de négociation. Comme l'écrit Georges Corm, « pour accepter Israël, il faut d'abord récupérer les territoires perdus. Il faut négocier. » La victoire israélienne ferme dans l'immédiat cette perspective ; elle suscite en revanche une réplique panarabe, par le maniement de l'arme pétrolière.

C. Au cœur du conflit israélo-palestinien, l'enjeu des territoires occupés

Face à la réprobation internationale, l'opinion israélienne a fait bloc. Cette cohésion s'explique, outre par le poids spécifique de la mémoire (celle de la dispersion, de l'antisémitisme puis de la *Shoah*), par la conscience d'un environnement géopolitique hostile.

- La colonisation des territoires occupés, entreprise après 1967 par les gouvernements travaillistes, repose ainsi sur la logique sécuritaire : Israël doit contrôler certains axes ou zones considérés comme stratégiques (vallée du Jourdain, ligne verte, pourtours de Jérusalem, etc.), en dehors des agglomérations arabes. Puis, à partir de 1977, les gouvernements issus de la droite (le Likoud) et des partis religieux encouragent ou régularisent une colonisation destinée à reconstituer *Eretz Israël*. Les implantations se situent alors au cœur des zones palestiniennes, comme à Hébron, mais aussi et surtout à Jérusalem. Encouragée pour contrebalancer des perspectives démographiques défavorables à Israël, l'*aliya* issue de l'ancienne URSS, a renforcé cette dynamique.
- Depuis 2005, à l'initiative du dirigeant du Likoud Ariel Sharon, les colonies de Gaza ont certes disparu. Mais en retour, l'annexion d'une partie de la Cisjordanie est clairement envisagée : le plan Sharon a pour corollaire l'édification d'un mur de protection de 750 km séparant Israël des territoires palestiniens, mais incluant les colonies juives de Cisjordanie. Les adversaires du projet dénoncent la volonté de morceler le territoire palestinien afin de s'assurer de sa non-viabilité.
- La sécurité d'Israël repose sur une armée de conscription et une industrie d'armement performante et exportatrice. L'absence de profondeur stratégique est compensée par la possession, depuis environ 40 ans, de l'arme nucléaire, voulue par D. Ben Gourion pour sanctuariser le territoire national. Le pays dispose d'une large palette de vecteurs et entend conserver son monopole nucléaire régional : bombardement d'une centrale nucléaire irakienne en 1981, opposition au programme nucléaire iranien.
- La stratégie d'Israël depuis son indépendance consiste aussi à nouer des partenariats par-delà la ceinture des États voisins. Les empires iranien et éthiopien ont joué ce rôle jusqu'à la fin des années 1970. Les républiques d'Asie centrale, mais surtout la Turquie, bien que musulmanes, le remplissent aujourd'hui. À l'échelle régionale, Israël a su s'appuyer sur les minorités religieuses (Maronites du Liban, Druzes de Galilée) ainsi que, de façon plus décisive, sur les divisions propres au camp arabe.

Fiche 3 : Deux espaces contestés au Moyen-Orient

A. Entre Israël et la Syrie : le Golan

Occupé par Israël depuis 1967, ce plateau de faible superficie (1 600 km²), surmonté de cônes volcaniques, doit son importance géopolitique à sa topographie, surplombant à la fois la haute vallée du Jourdain, à l'ouest, et la plaine de Hauran, à l'est (Damas est à 40 km). Conquis par la Syrie en 1949, il est occupé par *Tsahal* en 1967, au terme d'une attaque-éclair, puis annexé par Israël en 1981.

La question du Golan demeure la principale source de contentieux entre Israël et la Syrie. Côté israélien, outre ses avantages stratégiques, le plateau est aussi un château d'eau – il alimente le cours supérieur Jourdain – et une ressource économique (élevage, viticulture). Sa colonisation a été relancée par Sharon en 2001. Alors qu'Israël légitime l'annexion en s'appuyant sur le tracé frontalier de 1923 entre les mandats français et britanniques, Damas prend appui sur les résolutions du Conseil de sécurité. Depuis 2007, les incantations semblent céder le pas au réalisme : en juin 2007, le président Assad a déclaré compatibles le maintien des colons et le rétablissement de la souveraineté syrienne et des négociations indirectes se sont ouvertes en 2008 par l'intermédiaire de la Turquie. L'optique syrienne d'un échange du Golan contre la paix a toutefois été récusée par le gouvernement Netanyahu : considérant que l'opinion israélienne demeure hostile à une rétrocession, le nouveau ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Liberman, s'y est déclaré hostile (avril 2009). La résolution du contentieux dépend plus généralement de l'évolution de la politique étrangère syrienne dans la région (Liban, Irak, Gaza).

B. Entre Iran et Irak, le Chott el-arab

Estuaire-frontière de 200 km entre le golfe arabo-persique et la confluence du Tigre et de l'Euphrate, **le Chott el-arab** a été historiquement disputé entre les Empires perse et ottoman, avant d'être l'enjeu de la guerre Iran-Irak à partir de 1980. C'est une zone stratégique majeure du fait de l'importance et de la densité de ses ports pétroliers, Bassora et Fao en Irak, Khorramchahr et surtout Abadan en Iran. À l'échelle régionale, c'est aussi une frontière civilisationnelle entre sunnisme et chiisme, même si la guerre Iran-Irak a révélé la prégnance des identités nationales sur les proximités religieuses (fidélité des chiites irakiens à l'égard de Saddam Hussein).

En 1847, le traité d'Erzeroum a fixé sur la rive orientale la frontière entre les deux empires. La contestation du traité par l'Iran s'inscrit dans l'optique nationaliste et impérialiste des Pahlévi, qui obtiennent en 1937 une rectification des frontières dans la zone d'Abadan, avant d'avoir entière satisfaction en 1975 par les accords d'Alger. Ceux-ci délimitent la frontière sur le thalweg, Téhéran s'engageant en retour à cesser tout soutien aux Kurdes irakiens.

L'invasion irakienne de 1980 marque un renversement des revendications. S. Hussein parie alors sur la désorganisation de l'armée iranienne consécutive à la révolution islamique et sur le ralliement des Arabes du Kouzhistan iranien. Les villes paient un lourd tribut à la guerre : Korrarnshar et Abadan sont presque totalement détruites.

Depuis 2003, le Chott al-arab sépare l'Iran d'un Irak occupé par les États-Unis et leurs alliés. En 2004 puis en 2007, des navires britanniques y ont été arraisonnés, preuve qu'il est demeuré au cœur du nationalisme iranien.

Fiche 4 : Différents conflits territoriaux en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

- Entre l'Algérie et le Maroc, après le retrait espagnol du Sahara occidental (1975) : Alger soutient le front Polisario dans sa lutte pour l'indépendance des Sahraouis, Rabat concrétise ses prétentions par le peuplement et la mise en valeur du territoire.
- Entre le Yémen et l'Arabie saoudite, l'absence de bornage a longtemps été instrumentalisée par Riyad, jusqu'à l'accord intervenu en 2000.
- Envahissant en 1990 le Koweït, la « treizième province » de l'Irak selon lui, Saddam Hussein radicalise le refus initial de Bagdad de reconnaître l'émirat, considéré, avant même son indépendance (1961), comme une création artificielle de l'impérialisme britannique.